economiesuisse

Coronavirus: une enquête auprès des membres d'economiesuisse révèle de sérieuses inquiétudes au sein de l'économie

La faîtière economiesuisse a réalisé une enquête auprès de ses membres pour prendre le pouls de l'état d'esprit actuel au sein de l'économie. Selon cette enquête, les entreprises se préparent à des mois difficiles en raison de la pandémie. Nombre d'entre elles sont déjà aux prises avec des difficultés d'approvisionnement, d'écoulement des produits et une détérioration du comportement de paiement dans le secteur B2B. Les mesures du Conseil fédéral arrivent juste à temps.

Selon l'enquête, les mesures d'urgence présentées hier par le Conseil fédéral pour combler le manque de liquidités sont ciblées et appropriées. Les membres d'economiesuisse s'attendent à une augmentation significative du nombre d'entreprises en prise avec des problèmes de liquidité au cours des deux prochains mois. Alors qu'environ un tiers des entreprises éprouvent déjà des problèmes de liquidités, cette proportion passera à un niveau très élevé, d'environ 50%. Les mesures du Conseil fédéral arrivent donc au bon moment pour interrompre les réactions négatives en chaîne. Le problème de liquidité n'est pas seulement accentué par la baisse des chiffres de vente. Un certain nombre d'entreprises signalent également que les comportements en matière de paiement se sont considérablement détériorés, en particulier dans le secteur B2B (entre entreprises). Dans l'ensemble, on s'attend à une augmentation significative des pertes sur créances irrécouvrables, ce qui exercera donc une pression

supplémentaire sur les liquidités.

L'enquête relève d'autres aspects à la fois intéressants et problématiques:

- Une grande partie des entreprises éprouvent déjà des difficultés à vendre leurs produits et services en Suisse. La chute des ventes par rapport à la période d'avant-crise se poursuivra au cours des deux prochains mois, mais ne devrait pas s'aggraver davantage. Les fournisseurs du secteur de la restauration, des hôtels, des organisateurs d'événements, des salons de coiffure, etc. sont fortement touchés par les interdictions officielles. L'industrie textile ne peut plus vendre une grande partie de la collection actuelle. Le même problème se pose pour les autres fournisseurs du commerce de détail. Le commerce automobile est touché par l'arrêt de la production en Europe.
- Dans les deux prochains mois, la proportion d'entreprises confrontées à une baisse des ventes à l'étranger passera de moins d'un tiers à plus d'un tiers.
- Une tendance très similaire se dessine dans l'approvisionnement en composants et produits intermédiaires. Là aussi, les entreprises s'attendent à une augmentation des difficultés. Par exemple, les entreprises signalent explicitement des goulets d'étranglement pour les produits suivants: arômes, vitamines, matériaux d'emballage, matériaux de construction, alcool, glycérine, produits médicaux, terres rares, aimants.
- Ces goulets d'étranglement concernent les marchandises provenant d'un grand nombre de pays. Comme ces dernières semaines, il y a encore des retards dans la livraison des produits en provenance d'Asie (Chine, Japon, Corée, Thaïlande, Inde). Cependant, des goulets d'étranglement se produisent de plus en plus pour les importations européennes, en particulier en provenance d'Italie, mais aussi de Pologne, de Serbie, de Turquie, d'Autriche, de France et d'Allemagne. Enfin, les fournisseurs suisses ont parfois aussi du retard.
- L'industrie d'exportation est particulièrement touchée: on s'attend à ce que, dans deux mois, jusqu'à 85% de toutes les entreprises d'exportation soient touchées par des difficultés d'approvisionnement sous une forme ou une autre.
- Les industries pharmaceutiques et biotechnologiques rencontrent des problèmes qui n'ont, jusqu'à présent, pas été mentionnés. En raison de l'engorgement global des hôpitaux, les études cliniques sont actuellement difficilement réalisables. Le développement de nouveaux médicaments est ralenti. Cela est particulièrement problématique pour les start-ups viables mais qui ne génèrent pas encore de ventes.
- La proportion d'entreprises qui suppriment des emplois et celles qui en créent de nouveaux va augmenter. Les entreprises qui s'attendent à avoir trop de salariés dans les deux prochains mois sont beaucoup plus fortement représentées, avec 56%. En revanche, 10% des entreprises s'attendent à une pénurie de personnel. Et près des deux tiers des entreprises n'excluent pas le recours au chômage partiel. Des licenciements sont envisagés par 30% des entreprises au cours des deux prochains mois. Ce qui est maintenant demandé, ce sont des personnes qui peuvent changer d'emploi à court terme ou aider dans d'autres secteurs où il y a une pénurie de personnel. L'économie intérieure et le secteur des exportations seront tous deux touchés de la même manière

par les suppressions d'emplois.
- L'endiguement de la pandémie cause un grand préjudice économique. En moyenne, les entreprises indiquent que leur chiffre d'affaires a diminué d'un cinquième en raison de la crise. On s'attend également à ce que les ventes baissent d'environ un tiers d'ici deux mois.

Le soutien du gouvernement fédéral est accueilli favorablement et est généralement considéré comme suffisant

Les mesures prises par le Conseil fédéral sont-elles suffisantes pour faire face aux problèmes aigus et majeurs de l'économie suisse? La réaction à la conférence de presse du Conseil fédéral du 20 mars 2020, au cours de laquelle un nouveau paquet d'aide de 32 milliards de francs supplémentaires a été annoncé, est instructive. Comme l'enquête a été lancée peu de temps avant, environ deux tiers des entreprises ont pris position sans connaître les nouvelles mesures de soutien. Dans une première phase, le gouvernement n'avait mis à disposition que 10 milliards de francs. Les derniers participants à l'enquête ont fait leur évaluation en sachant que le gouvernement fédéral avait massivement augmenté son aide. Il existe des différences significatives entre les deux groupes: environ la moitié des entreprises ont décrit les mesures du premier paquet d'aide du Conseil fédéral comme étant suffisantes. Après l'annonce du deuxième paquet, cette proportion est passée à plus de trois quarts. La grande majorité des entreprises est donc d'avis que les nouvelles mesures du Conseil fédéral sont désormais suffisantes pour limiter les dommages économiques.

L'économie suisse ne s'attend pas à ce que la crise se termine rapidement. Les entreprises estiment que leur situation économique ne reviendra pas à la normale avant au moins six mois. L'évaluation actuelle repose sur le présupposé crucial qu'il n'y aura pas de fermeture de grande envergure (« shutdown » généralisé). Dans le cas contraire, l'impact négatif s'intensifierait clairement. Les entreprises demandent donc aux autorités de pouvoir continuer à maintenir leur production.

Elan en matière de numérisation

Enfin, il a été demandé aux entreprises si elles avaient des nouvelles positives à communiquer. Elles ont souvent mentionné que la crise avait eu un impact positif sur leurs efforts de numérisation. Outre l'amélioration des processus, il a aussi fréquement été mentionné que la crise avait rendu le télétravail plus acceptable. Certaines entreprises bénéficient du fait de pouvoir remplacer des fournisseurs étrangers qui ne sont pas en mesure de livrer. Quelques entreprises supposent que la chaîne d'approvisionnement sera revue après la crise et que des mesures seront prises pour éviter d'être dépendantes de quelques fournisseurs.

Informations sur l'enquête

L'enquête a été envoyée à tous les membres d'economiesuisse le jeudi 19 mars au matin et a duré jusqu'au mardi 23 mars 2020. 84 personnes y ont participé. L'enquête a été réalisées dans toutes les régions du pays. Certaines associations ont rempli l'enquête sous une forme consolidée pour leur secteur. L'évaluation montre l'état d'esprit actuel de l'économie suisse. Les pourcentages indiqués doivent être considérés comme une indication approximative. Les réponses n'ont pas été pondérées dans chaque cas.